



# Finistère Penn Ar Bed



Bulletin trimestriel de la section FSU du Finistère

CPPAP: 1022 S 07559	Directeur de publication : Yann FOUCHER	Prix : 0,4 €	N° 2 (nouvelle série)
<b>SOMMAIRE</b> Bulletin de février 2020 <u>Page 1</u> : Édito. <u>Page 2</u> : SNUipp-FSU : Au charbon ! CHSCT du Finistère: radon, risques psycho-sociaux. <u>Page 3</u> : SNES29 : sur tous les fronts Expression tendance Emancipation. <u>Page 4</u> : Stage femmes FSU du 21 novembre Stage national langues régionales Invitation à l'AG retraités SFR-FSU Pages 5,6,7,8 : supplément réforme des retraites		Maison du Peuple 2 Place É.Mazé 29283 BREST CEDEX Tél : 06 61 88 33 23  71 rue Jacques Le Viol 29000 QUIMPER Tél : 02 98 53 76 77  Email : <a href="mailto:fsu29@fsu.fr">fsu29@fsu.fr</a> Site : <a href="http://fsu29">http://fsu29</a>	06/02/2020 <b>QUIMPER PPDC</b> SITE DE DEPOT <b>P4</b> LA POSTE DISPENSE DE TIMBRAGE

## Le président Macron et sa junte ont déclaré la guerre au peuple.

Le mois de décembre 2019 a été marqué par deux actualités majeures pour la FSU : le 9ème congrès national à Clermont-Ferrand et le début du mouvement social contre la réforme de retraites.

En plein mouvement social, le congrès a été, de fait, très connecté avec l'extérieur et a vu arriver notre nouveau secrétaire national, Benoît TESTE, déjà très remarqué dans les médias.

Chaleureux remerciements à Bernadette GROISON pour son travail et sa proximité avec les sections départementales.

Le mouvement a commencé le 5 décembre par une grève massive (près de 75% des enseignants en grève) et par des manifestations très importantes dans tout le Finistère. Depuis ce premier jour de grève nous sommes à près de 10 jours d'appels à la grève de l'intersyndicale interprofessionnelle FSU, CGT, Solidaires et FO du Finistère, sans oublier les manifestations aux flambeaux ou les samedis de manifestation. Des opérations de tractage pendant les vacances et le matin des grandes journées de grève ont complété le panel des actions proposées par l'intersyndicale. Ce paysage d'actions a permis à de nombreuses personnes de s'investir. Ce mouvement est un mouvement historique par sa longueur, par son ampleur et par son assentiment franc de l'opinion publique.

**Mobilisé.e.s  
jusqu'au  
RETRAIT**

Malgré cela le gouvernement continue de vouloir imposer sa réforme dont personne ne veut à part le patronat et les fonds de pensions internationaux. Ce comportement autoritaire est irresponsable et, à terme, met en danger notre démocratie.

Même le Conseil d'État donne un avis très défavorable et confirme ce que la FSU dit depuis le début : les enseignants et les chercheurs sont parmi les plus grands perdants de la réforme.

En effet l'engagement du gouvernement de les revaloriser par le biais d'une loi de programmation est battu en brèche : le Conseil d'État déclare au sujet de cette prétendue "garantie" qu'elle est condamnée à disparaître du texte car « ces dispositions constituent une injonction au gouvernement de déposer un projet de loi et sont ainsi contraires à la Constitution ».

Une seule chose s'impose maintenant : continuer et amplifier le mouvement jusqu'au retrait de ce projet de loi.

Florent MARTINIE, co-secrétaire départemental

# SNUipp-FSU : Au charbon !

Le président Macron et sa clique ont déclaré la guerre au peuple. On ne peut pas feindre de l'ignorer. En démantelant tous les acquis des travailleurs depuis 80 ans, les premiers de cordée cherchent à paupériser le peuple pour le rendre docile. C'est bien un idéal à la Thatcher qu'on cherche à nous imposer... et les mineurs, c'est nous.

Le premier degré est attaqué à plusieurs niveaux. Il est acquis pour tous que nous serons les grands perdants de la réforme des retraites. Et maintenant, il est de notoriété publique que nous sommes mal rémunérés. Mais il ne faut pas se leurrer, avec ce gouvernement, on a rien sans rien : « l'enseignant.e du XXIème siècle » pour être revalorisé.e devra accepter des contreparties : travailler plus (est-ce possible ?), accepter une évolution du statut (ben tiens...). La mise en place de la rupture conventionnelle, à l'initiative

de l'enseignant.e ou de l'administration ouvre la voie. Si tu résistes, on t'encouragera à partir...

Par ailleurs, la suppression des instances paritaires ouvre la voix au clientélisme et aux petits arrangements entre amis. Car c'est bien ça le nouveau monde : des « élu.e.s » qui se gavent et ont tous les droits contre les autres qui devront se taire sous peine d'être remplacés.

Notre projet de société est autre. Le SNUipp-FSU 29 ne se résignera pas. Nous continuerons à lutter, informer, mobiliser pour défendre une émancipation des élèves par une éducation de qualité portée par des enseignant.e.s revalorisé.e.s sans contrepartie.

**Sabrina MANUEL,**  
secrétaire départementale du SNUipp-FSU

## CHSCT du Finistère: radon, risques psycho-sociaux

Vous êtes de plus en plus nombreux à remplir des fiches du registre SST (Santé et Sécurité au Travail) et à nous solliciter pour effectuer cette démarche. C'est un signal fort pour l'administration qui doit rendre des comptes sur les problèmes soulevés.

En 2018-2019, le CHSCT29 a traité 90 fiches dont la moitié concernait des problématiques de travail liées aux risques psycho-sociaux : élèves violents ou perturbateurs, parents agressifs, relations compliquées avec des collègues, problèmes avec la hiérarchie, tâches à effectuer trop lourdes (notamment en direction). Les réponses apportées par l'administration ne sont pas toujours adéquates et nous le faisons observer. S'il s'avère que les difficultés perdurent nous demandons à la présidente du CHSCT, c'est à dire Mme la DASEN d'intervenir à nouveau.

Une autre part importante des fiches portait sur la problématique liée au radon. Un lycée nous a transmis une vingtaine de fiches afin d'interpeller l'administration sur leur inquiétude légitime de manquer d'informations à ce sujet.

Nous avons décidé en CHSCT de réaliser une visite dans cet établissement qui a eu lieu le 15 janvier. Une délégation constituée de représentants du personnel et de l'administration, du conseiller académique de prévention et du médecin des personnels a rencontré les personnels. Nous avons étudié les rapports et mis en lien emplois du temps et bâtiments concentrés en radon. Les salles les plus impactées ayant déjà été mises hors service et des travaux étant en cours, il nous restait à trouver des mesures correctives pour les espaces restant. Nous avons donc établi à l'aide d'un spécialiste de la détection une

méthodologie permettant à chacun de calculer l'impact possible sur sa santé. Des outils ont été préparés conjointement et expliqués aux personnels. C'est la première fois qu'un Groupe de Travail planche sur ce sujet. Il faut savoir que la plupart des communes du Finistère sont classées en zone 3. Nous ne sommes donc qu'au début de nos démarches car suite au décret de 2018 qui oblige les Etablissements accueillant du public, ce mesurage a été effectué dans les lycées, les collèges et est actuellement en cours dans les écoles du primaire.

Vous pouvez avoir l'impression que les choses sont parfois longues à se mettre en place mais il ne faut pas se décourager. La réponse peut parfois être différée car il n'y a que 4 réunions par an. Mais entre chacune d'entre elles nous prenons des informations sur les situations que vous dénoncez. Normalement, c'est l'assistant de prévention qui doit faire le retour et vous transmettre ce qui a été dit en CHSCT. Si vous restez sans nouvelles, n'hésitez pas à nous contacter.

Vos représentants FSU au CHSCT :

Vincent LAVALLE (SNUEP)  
Julia PORDIE (SNASUB)  
Antoine UGUEN (SNES)  
Yves PASQUET (SNES)  
Isabelle MUSSEAU (SNICS)  
Philippe LE BERRE (SNEP)  
Nathalie ROSPART (SNUipp)  
Yann FOUCHER (SNUipp)

**Nathalie ROSPART, secrétaire du CHS-CT 29**

## SNES-FSU 29 : sur tous les fronts.

Dans les lycées, la bataille contre les nouvelles modalités d'épreuves du baccalauréat reprend de la vigueur avec la tenue des épreuves communes de contrôle continu (E3C). Des réunions ont lieu un peu partout pour dénoncer la tenue de ces E3C, sortes de partiels en classe de 1ère dans quelques disciplines comme les langues, l'histoire-géographie, les maths dont l'organisation est laissée à l'initiative de chaque établissement. C'est une foire invraisemblable de modalités différentes ne pouvant garantir un déroulé correct car ayant lieu en même temps que les autres cours, et organisées avec des modalités très contestables : Comment empêcher des fraudes éventuelles quand le sujet choisi implique le formateur ? On apprend que les sujets circulent avec des corrigés sur internet !

Dans ce grand bricolage, on en demande toujours plus aux collègues qui doivent choisir des sujets non modifiables dans une banque officielle, mais ne comportant pas de corrigés ! Des difficultés apparaissent d'emblée quand les points de programmes n'ont pas eu totalement le temps d'être traités en un trimestre.

Il en est de même quand des questions ambiguës seront évaluées différemment d'un correcteur à l'autre car aucun temps de concertation ni de correction n'est prévu.

Les barèmes de langues laissent les collègues très perplexes. Un inspecteur d'une discipline a même conseillé aux correcteurs d'adapter le barème officiel...

Dans un établissement, les collègues vont faire eux même les tirages des épreuves...

Pour les élèves qui ont déménagé au cours du 1er trimestre, l'épreuve risque fort d'être infaisable...

L'autre actualité est la DGH qui est arrivée dans les établissements. Les CE sont en phase de négociation, mais on sait déjà qu'en lycée, la mise en oeuvre de la réforme en classe de terminale sera encore une saignée, car on attend une perte de 130 ETP (équivalents temps plein) dans l'académie dans tout le second degré.

Ce sont principalement les lycées qui seront impactés avec - 116,5 ETP.

Le Finistère devra rendre des postes car c'est dans ce département que les prévisions de baisse d'effectifs sont les plus importantes. Maintenant, il faut attendre le CTSD du 6 février pour connaître la répartition des heures dans le détail.

Il risque d'y avoir de nombreuses suppressions de postes dans les établissements.

Yves PASQUET secrétaire dept 29 SNES-FSU

## Expression tendance Emancipation

### Soit le mouvement social gagne, soit il apprend !

#### Un changement de rythme dans un contexte social qui reste explosif :

Après plus de 45 jours de grève, les agent.es de la SNCF n'ont pas été massivement rejoint.es par des secteurs ayant la même capacité de blocage de l'économie. Un cheminot venu à l'A.P.E.R.O (l'Assemblée des Personnels de l'Education Remonté.es mais Organisé.es) lundi 20 janvier est venu témoigner de son soutien aux luttes dans tous les secteurs contre les réformes des retraites et mobiliser pour le 24 janvier. Leur stratégie se déporte sur des temps forts en attendant que d'autres fenêtres s'ouvrent et que d'autres secteurs se mettent en lutte. Dans de nombreux mouvements sociaux, l'espérance du round 2 a souvent accompagné les défaites qui ne voulaient pas s'avouer mais après les "défaites" des mouvements contre les lois travail, les mouvements sociaux n'ont fait que changer de formes et s'amplifier : grèves longues et déterminées à la SNCF contre la réforme des statuts, mouvement des Gilets jaunes...

#### Une série de hold-ups qui permettront de maintenir le fil des mobilisations :

Depuis quelques semaines déjà, les personnels de l'Education articulent la lutte conter la réforme des retraites à la lutte contre les réformes dans l'Education. Bon nombre de collègues sont conscient.es que la réforme des retraite vise à diminuer les pensions pour y substituer une retraite par capitalisation. Bon nombre de collègues sont conscient.es que cette réforme des retraites s'inscrit dans une logique de privatisation des systèmes de solidarité. La remise de la médaille de la légion d'honneur à Jean François Cirelli, président de BlackRock France et membre de la Commission Action Publique 2022, est un indice sur les logiques à l'oeuvre.

BlackRock est le plus grand gestionnaire d'actifs financier au monde. La multinationale a notamment placé ses billes en proposant depuis 2015 le PPER, Produit Paneuropéen d'Epargne Retraite, qui tombera à point pour combler la part des retraites par répartition qui ne cessera de

s'amenuiser si on en croit les réformes en cours dans les autres pays d'Europe. Dans certains pays voisins, des préconisations venant d'organismes divers ou de projets gouvernementaux prévoient de pousser l'équivalent de l'âge pivot à 69 ans...

La Commission Action Publique a quant à elle pour but d'encore davantage faire coïncider le fonctionnement des services publics avec les intérêts privés voire de privatiser tout court les services publics.

#### Les acquis du mouvement actuel pour les suites dans le Finistère :

Grèves à la SNCF, blocage des usines Bolloré etc. : les actions se donnant l'objectif d'avoir un effet direct sur l'économie ont rarement pris une telle dimension dans le Finistère ou du moins dans les objectifs de celles et ceux qui se mobilisent. Si dans l'Education, les initiatives pour enrayer la machine sont moins fortes que dans d'autres régions en France, la volonté de plus en plus de personnels de prendre en main leurs actions localement et de ne plus s'en remettre qu'à des négociations à froid entre les partenaires sociaux a également pris une dimension plus importante que d'habitude. Si de nombreux et nombreuses syndicalistes s'impliquent dans ces formes d'action et s'impliquent dans les Assemblées générales, parfois en lien avec d'autres secteurs en lutte et avec des Gilets jaunes, les structures syndicales s'impliquent trop inégalement dans ces cadres d'action et d'organisation. Alors que le gouvernement méprise le syndicalisme qui continue de se concevoir comme le seul moyen de médiation entre le mouvement social et les "autorités", rompre avec la stratégie du dialogue social et s'impliquer dans les cadres dont la vitalité militante et les savoirs faire ne cessent de croître va devenir de plus en plus une question de survie.

Serge DA SILVA (SNES-FSU-Emancipation)

## Stage femmes FSU du 21 novembre :

Le stage femmes FSU du 21 novembre dernier sur le thème des violences sexistes et sexuelles au travail a réuni environ 30 personnes, syndiqué.e.s ou non : premier et second degré, personnels administratifs et de laboratoire, agent.e.s de BMO. Tout au long de la journée, nous avons développé nos connaissances sur les plans sociologiques et juridiques. Avec les ateliers pratiques et mises en situation par l'AVFT, nous avons mesuré, discuté et mis en pratique notre rôle en tant que syndicalistes dans l'accompagnement des victimes.

Rendez-vous est pris pour le prochain stage féministe : jeudi 19 novembre 2020 !

## Stage national « LANGUES REGIONALES »



Les 11 et 12 mars 2020 se tient à Paris le stage national de la FSU dédié aux langues régionales. Un certain nombre de places sont à pourvoir pour le Finistère qui doit y être bien représenté pour apporter sa part à la réflexion sur la place des langues de nos régions et leur enseignement. Programme à venir sur le site de la FSU29. Appelez la section pour la prise en charge (transport et logement) et l'autorisation d'absence (0661883323) qui est un droit à condition de la demander un mois avant (avant le 11 février).

**Formation syndicale LANGUES REGIONALES -**  
12 rue cabanis 75014 paris  
11 mars 2020 - 12 mars 2020 de 09:30 - 17:00

Inscriptions en ligne : <https://formation.fsu.fr/events>  
(contactez la section 29 pour valider la prise en charge)

### Invitation à l' Assemblée générale des retraités de la SFR-FSU Jeudi 5 mars 2020

à Quimper, locaux FSU, 71 avenue Jacques le Viol  
de 9h 30 à 12h (accueil 9h)

**Ordre du jour :**  
Situation générale  
Bilan d'activité 2019  
Perspectives d'action  
Débat

**Intervention de Hélène Derrien, coordinatrice  
du Comité national de défense des Hôpitaux publics**

**Possibilité de repas en commun (13h 15) :**  
au restaurant « Le Luisade », Quimper : inscription auprès  
de Maryvonne Manchec (02 98 60 44 77)  
ou Aline Guyader ([aline29.guyader@wanadoo.fr](mailto:aline29.guyader@wanadoo.fr))  
jusqu'au vendredi 28/02 !



F.S.U.

ENGAGÉES  
AU QUOTIDIEN